

7,4 milliards d'euros
de trésorerie dans les
caisses de Renault :
**Touchez pas
au grisbi !**

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 4 septembre 2012

La rentrée du gouvernement... et la nôtre

Hollande, en visite à la foire de Châlons-en-Champagne vendredi dernier, s'est vu interpellé par des syndicalistes armés de banderoles : « Le changement, c'est pour quand ? » Quelques mètres plus loin, des salariés de Sodimédical qui n'ont pas touché leur salaire depuis 11 mois malgré la condamnation de leur groupe, l'attendaient eux aussi de pied ferme. Nombreux sont les salariés qui lui rappellent ses promesses de campagne, les Fralib et bien d'autres.

Car même les dérisoires promesses électorales ne sont pas tenues.

A croire que la priorité gouvernementale en cette rentrée c'est l'évacuation policière des camps de Roms, de façon aussi odieuse que sous Sarkozy !

Concernant l'emploi, sujet vital pour des centaines de milliers de travailleurs dont les emplois sont menacés, la porte-parole du gouvernement a déclaré : « *Ce que je peux assurer, c'est que nous allons travailler sur une loi pour la reprise des sites industriels rentables... mais pour le reste, ce n'est pas dans l'immédiat* ». Pas question donc d'interdire aux patrons de licencier, même quand leurs entreprises font des profits. 150 000 « Contrats d'avenir » devraient être créés, concernant les jeunes sans qualification. Mais il pourrait s'agir, selon le ministre du travail Michel Sapin de « CDI »... à durée déterminée de un à trois ans ! Rien de bien nouveau donc : en guise d'avenir, des contrats précaires, financés par l'État.

Ventre à terre au devant du Medef

Le même gouvernement a mis beaucoup d'empressement à aller rencontrer les patrons rassemblés à l'université d'été du Medef : une dizaine de ministres présents, dont le Premier d'entre eux, leur déclarant qu'il comprend leurs inquiétudes ! Que de célérité à se mettre à leur service, comme Montebourg, ministre du Redressement productif qui appelait les syndicats de PSA à la « responsabilité » lors d'une interview le 26 août : il ne faut pas risquer « d'affaiblir Peugeot » pour ne pas compromettre l'avenir des salariés qui ne seront pas licenciés. Quel cynisme ! De quoi achever de convaincre les salariés d'Aulnay-sous-Bois qu'ils ne pourront compter que sur leurs propres forces.

Concernant les logements sociaux le gouvernement dit vouloir en construire 150 000 par an, contre 120 000 actuellement, ce qui est très loin de répondre aux besoins, même les plus urgents.

Le gouvernement parle d'une réforme du secteur bancaire. En attendant, on constate que même sur l'augmentation du plafond livret A, dont les fonds servent à construire les logements sociaux, le gouvernement a revu sa copie à la baisse « *pour ne pas déstabiliser les banques* ». Alors qu'il avait promis de doubler ce plafond, il n'est plus prévu que de l'augmenter de 50 % d'ici la fin de l'année. Et ceci ne concerne de toute façon que la toute petite minorité dont le montant dépasse 15 300 euros (8 % des livrets A)... La moitié étant créditée de moins de 150 euros. Pas de problème en revanche pour se ruer de nouveau au chevet d'une banque, le Crédit immobilier de France.

Et pour nous, la rentrée c'est quand ?

Le gouvernement a fait sa rentrée. Pour nous il y a urgence à préparer la nôtre. Parce que les licenciements, c'est maintenant, la baisse de notre pouvoir d'achat et la dégradation de nos conditions de vie, c'est maintenant !

Il faudra bien entrer en lutte pour nos revendications essentielles, à savoir :

- ▶ Des revenus qui nous permettent de vivre, c'est-à-dire au minimum 1 700 euros nets par mois
- ▶ Une augmentation pour tous les salaires, retraites, allocations de chômage de 300 euros par mois, avec bien entendu la garantie que ces revenus suivront de façon automatique et immédiate la hausse des prix.
- ▶ L'interdiction des licenciements
- ▶ Le contrôle des travailleurs sur les entreprises.

Pour cela, il nous reste à prendre conscience de notre force, à coordonner nos luttes, et à mettre fin à ce paradoxe : dans cette société ce sont ceux qui créent tous les biens qui, périodiquement, sont condamnés à la paupérisation, pendant qu'une minorité continue à s'enrichir.

Une certaine idée du partage

Cette année, la « prime de partage des profits » est de 100 €: une misère. Heureusement que 2011 était une année record ?!

Les 36 000 salariés de Renault sas vont donc toucher au total 3,6 millions d'euros, alors que les actionnaires ont touché 340 millions d'euros de dividendes pour l'exercice 2011, soit 100 fois plus.

La super cagnotte de Renault

Pas facile de s'y retrouver dans le jargon des résultats financiers de Renault du premier semestre. La seule chose que la direction voudrait qu'on retienne, c'est que le contexte économique est difficile et qu'il faut faire encore davantage d'efforts.

Pourtant Renault a engrangé un bénéfice net de 786 millions au 1^{er} semestre 2012, et dispose de 11,1 milliards d'euros de liquidités, dont 7,4 milliards de trésorerie. Il y a encore de beaux restes...

Haut niveau de modestie

Ghosn a touché 9,9 millions d'euros chez Nissan pendant l'année fiscale 2011. Avec son salaire de 2,9 millions d'euros à Renault, cela lui fait un total de 12,8 millions en 2011, soit plus d'un million par mois. Sans compter les 800 000 euros de dividendes de ses actions Renault et Nissan et ses stock-options.

Un salaire que le Cost Killer justifie : « *Les entreprises doivent employer et conserver des dirigeants de haut niveau* ». Plus modeste, tu meurs.

Bouchons de rentrée

Le nouveau système de pointage a bien du mal à gérer toutes les situations des ETAM et APR, et ça bug dur dans le portail intranet : franchises d'été, déplacements, missions, télétravailleurs, temps partiels, travailleurs handicapés, représentants du personnel... Du travail en plus pour la rentrée !

Non seulement, ce système ne règle pas le problème de la charge de travail à l'origine des dépassements d'horaires, mais il en rajoute.

Il n'y a pas que l'horaire de variable

La plaquette de présentation de l'horaire variable annonçait la remise à zéro des compteurs horaires le 31 août. Rien de tel dans l'accord officiel. D'où une certaine inquiétude et une grande confusion. C'est ce qu'on appelle l'horaire « variable » ?!

Arrêt de bus définitif

Les deux dernières lignes de bus privées du TCR qui desservait Franconville et Les Ulis sont supprimées. L'argument : la réduction des coûts en cette situation difficile. Sauf que la direction dit qu'elle ne rétablira pas ces lignes même quand ça ira mieux. Le social, c'est juste pour la com.

Carton rouge

La chasse aux coûts n'épargne pas les budgets de déménagement. En cas de mobilité ou de réorganisation, faute de dérogation, chacun doit se débrouiller pour se rapprocher de ses collègues ou trimballer ses cartons. La « *frugalité ingénieuse* », c'est la dégradation des conditions de travail.

Coufix, l'irréductible

Chasse aux coûts toujours : à partir de septembre, toutes les missions inférieures à 15 jours seront remboursées uniquement sur justificatifs, et plus au forfait. De quoi donner envie à certains de refuser de partir en signe de protestation. On les comprend !

Encore un nouveau forfait de la direction. Et ce sont les salariés qui en font les frais, bien réels.

PRV : arnaques et première victoire

Le 31 juillet dernier, 91 ex-salariés de Renault Sandouville partis dans le cadre du Plan Renault Volontariat en 2008 et 2009 et qui se sont retrouvés en fin de droit avant leur retraite, ont gagné aux Prud'hommes contre Renault : 20 000 € chacun de préjudices. Renault a également été condamné à indemniser leurs périodes de carence durant lesquelles ils sont sans ressources.

A l'époque, le PRV avait concerné 1 350 salariés de Sandouville, dont 650 séniors. Un vrai plan social déguisé, en partie au frais des ASSÉDIC. Renault, sans aucun scrupule, vient de faire appel.

Les subventions, c'est maintenant

Le gouvernement a relevé le montant du bonus écologique pour les voitures électriques et hybrides. Une manière de subventionner encore et sans contrepartie les patrons de la filière automobile, qui ne les empêchera pas de fermer des usines ni de supprimer des emplois.

Hollande réutilise les vieilles ficelles de ses prédécesseurs. La sauvegarde des emplois, c'est en se mobilisant qu'on l'obtiendra !

D'Aulnay à Flins

L'usine de Flins va supprimer 338 postes dans les secteurs hors production. Des suppressions qui ne seront pas compensées par des embauches dans l'usine de batterie. Car finalement, ce ne sera ni Renault, ni Nissan, mais LG qui s'en chargera et l'usine ne se fera pas à Flins. Voilà ce qui reste des grands engagements de Renault et de l'Etat.

Les suppressions de postes, ce n'est pas qu'à PSA. De quoi donner l'envie de s'y mettre tous ensemble.

Volontaires désignez-vous

Le plan de réduction d'effectifs de Renault Samsung Motors pourra concerner jusqu'à 4 salariés sur 5. Des départs « volontaires » bien sûr.